

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-  
Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 01/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MECASTING**

1 rue Gustave Eiffel  
ZA St Julien  
37150 Bléré

Références : [référence à compléter](#)

Code AIOT : 0010004477

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement MECASTING implanté 1 rue Gustave Eiffel ZA Saint-Julien 37150 Bléré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MECASTING
- 1 rue Gustave Eiffel ZA Saint-Julien 37150 Bléré
- Code AIOT : 0010004477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MECASTING-COMECA est une fonderie sous-pressure Aluminium et Zamak (aluminium +

zinc). Elle est spécialisée dans le moulage sous-pression de pièces en aluminium et zamak suivant plan, étude et cahier des charges des clients.

C'est une société artisanale à la base, créée en 1959 à Saint-Pierre-des-Corps, elle a déménagé à Bléré dans les années 1990.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AR - 7
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la

rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	NC7 VI 06072020 Risque pollution	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Consignation	2 mois
2	NC6 VI 06072020 Risque pollution	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Consignation, Demande d'action corrective	2 mois
6	Rejets aqueux - Valeurs Limites d'Emission	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.7.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Déclaration d'autosurveillance GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
10	NC11 VI 06072020 Eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Schémas des réseaux et plan des égouts	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.1	/	Sans objet
4	Rejets aqueux - Surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.1	/	Sans objet
5	NC1 VI	Arrêté Préfectoral	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	06072020 Rejets aqueux	du 27/11/2013, article 4.6.3.1		
8	Entretien et surveillance réseau de collecte effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.3	/	Sans objet
9	NC2 VI 06072020 Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
11	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 3.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
12	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.2	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC7 VI 06072020 Risque pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 14/02/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents joints au dossier de la demande d'autorisation. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b>

**Constats formulés lors de la visite du 17/03/2021 :**

Les installations ne sont pas réalisées conformément au dossier de la demande d'autorisation. Les eaux d'extinction d'un volume de 360 m<sup>3</sup> ne sont pas confinées. Ce confinement n'est pas complété par l'isolement des deux réseaux d'eaux pluviales de cour et de toiture avec mise en place de vannes d'obturation (page 124 de l'étude de dangers).

**Cette non-conformité fait l'objet de l'article 1.II de l'arrêté de mise en demeure du 28/06/2022, délai de 6 mois.**

**Constats formulés lors de la visite du 14/02/2022 :**

L'exploitant n'a pas mis en œuvre de système permettant le confinement des eaux d'extinction sur son site. Néanmoins, l'exploitant indique que du fait de son activité de fusion de métal, en cas d'incendie sur son process de production, aucun volume d'eau ne sera utilisé pour éteindre celui-ci. Il indique également que bien qu'un volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie ait été défini dans son étude de dangers, celle-ci mentionne également que l'eau est proscrite au sein de l'atelier.

Aussi l'exploitant sollicite une réunion technique sur ce sujet avec la DREAL et le SDIS37 pour échanger sur l'usage de l'eau en cas d'incendie, au regard notamment de différents scénarios d'incendie. En effet, toute utilisation d'eau ne peut être exclue à ce stade, selon les scénarios.

**Constats formulés lors de la visite du 04/02/25 :**

En mai 2023, une réunion s'est tenu en présence de l'exploitant, du bureau d'étude Terrius, de la DREAL, et du SDIS 37 afin d'évoquer la rétention des eaux d'extinction incendie du site. Lors de cette réunion, il a été convenu les points suivants :

- L'étude de danger du DDAE de 2012 sera à mettre à jour (celle-ci faisant état de scénarios sur des activités qui n'existent plus sur site)
- La mise à jour des calculs D9 et D9A, en prenant en compte à minima de la partie administrative et la gestion des risques de propagation aux bâtiments voisins : ces calculs devront être soumis au service prévention pour avis
- L'exploitant devra réfléchir à une évacuation des eaux potentiellement polluées dans le réseau d'assainissement, un avis du gestionnaire des réseaux et de la STEP est à prévoir.

En novembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un courrier concernant ces sujets :

- Un accord de principe de la communauté de commune de Bléré - Val de Cher sur la collecte des eaux d'extinction d'incendie des locaux administratifs, sous réserve de l'accord du service assainissement ;
- Une proposition de l'exploitant de créer une grille de collecte en bordure de site, avec un by pass permettant de diriger les eaux vers le réseau communal en cas d'incendie (vs en milieu naturel en fonctionnement normal) ;
- Une étude du bâtiment et des moyens existant mènerait à éventuellement implanter un muret sur la périphérie de l'installation.

A la lecture du document, il apparaît qu'il faut 60m<sup>3</sup>/h minimum pendant 2h (RDDECCI), cependant dans la proposition de l'exploitant, rien n'indique le volume de confinement qui serait mis en place après les travaux.

L'exploitant n'a pas répondu au dernier mail de l'inspection des installations classées du 15/12/2023, indiquant notamment que les 60m<sup>3</sup>/h sont insuffisants, et demandant la capacité d'eau que la STEP est capable de recevoir.

Lors de la visite sur site du 04/02/2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, que l'ensemble des études sur le sujet du confinement des eaux d'extinction a été stoppé en raison

de difficultés économiques.

L'exploitant a mis fin au contrat avec le bureau d'étude Terrius et n'a pas fait d'estimation sur le coût des travaux qui étaient envisagés. L'étude du volume d'eau à confiner en cas d'incendie a également été arrêtée.

**L'écart précédemment identifié est reconduit : l'exploitant n'a pas mis en oeuvre de système permettant le confinement des eaux d'extinction d'incendie.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Consignation

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : NC6 VI 06072020 Risque pollution**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Isolement avec les milieux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

**Prescription contrôlée :**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

**Constats :**

**Constats formulés lors de la visite du 17/03/2021 :**

Les installations ne sont pas réalisées conformément au dossier de la demande d'autorisation. Les eaux d'extinction d'un volume de 360 m<sup>3</sup> ne sont pas confinées. Ce confinement n'est pas complété par l'isolement des deux réseaux d'eaux pluviales de cour et de toiture avec mise en place de vannes d'obturation (page 124 de l'étude de dangers).

**Cette non-conformité fait l'objet de l'article 1.I de l'arrêté de mise en demeure du 28/06/2022, délai de 6 mois.**

### **Constats formulés lors de la visite du 14/02/2022 :**

L'exploitant n'a pas mis en œuvre de système permettant le confinement des eaux d'extinction sur son site. Néanmoins, l'exploitant indique que du fait de son activité de fusion de métal, en cas d'incendie sur son process de production, aucun volume d'eau ne sera utilisé pour éteindre celui-ci. Il indique également que bien qu'un volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie ait été défini dans son étude de dangers, celle-ci mentionne également que l'eau est proscrite au sein de l'atelier.

Aussi, l'exploitant sollicite une réunion technique sur ce sujet avec la DREAL et le SDIS37 pour échanger sur l'usage de l'eau en cas d'incendie, au regard notamment de différents scénarios d'incendie. En effet, toute utilisation d'eau ne peut être exclue à ce stade, selon les scénarios.

### **Constats formulés lors de la visite du 04/02/25 :**

En mai 2023, une réunion s'est tenu en présence de l'exploitant, du bureau d'étude Terrius, de la DREAL, et du SDIS 37 afin d'évoquer la rétention des eaux d'extinction d'incendie du site. Lors de cette réunion, il a été convenu les points suivants :

- L'étude de danger du DDAE de 2012 sera à mettre à jour (celle-ci faisant état de scénarios sur des activités qui n'existent plus sur site)
- La mise à jour des calculs D9 et D9A, en prenant en compte à minima la partie administrative et la gestion des risques de propagation aux bâtiments voisins : ces calculs devront être soumis au service prévention pour avis
- L'exploitant devra réfléchir à une évacuation des eaux potentiellement polluées dans le réseau d'assainissement, un avis du gestionnaire des réseaux et de la STEP est à prévoir.

En novembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un courrier concernant ces sujets :

- Un accord de principe de la communauté de commune de Bléré - Val de Cher sur la collecte des eaux d'extinction d'incendie des locaux administratifs, sous réserve de l'accord du service assainissement ;
- Une proposition de l'exploitant de créer une grille de collecte en bordure de site, avec un by pass permettant de diriger les eaux vers le réseau communal en cas d'incendie (vs en milieu naturel en fonctionnement normal) ;
- Une étude du bâtiment et des moyens existant mènerait à éventuellement implanter un muret sur la périphérie de l'installation.

A la lecture du document, il apparaît qu'il faut 60m<sup>3</sup>/h minimum pendant 2h (RDDECCI), cependant dans la proposition de l'exploitant, rien n'indique le volume de confinement qui serait mis en place après les travaux.

L'exploitant n'a pas répondu au dernier mail de l'inspection des installations classées du 15/12/2023, indiquant notamment que les 60m<sup>3</sup>/h sont insuffisants, et demandant la capacité d'eau que la STEP est capable de recevoir.

Lors de la visite sur site du 04/02/2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, que l'ensemble des études sur l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur a été arrêtée.

L'exploitant n'a pas fait d'estimation sur le coût des travaux qui étaient envisagés.

**L'écart précédemment identifié est reconduit : aucun système ne permet l'isolement des réseaux**

<b>d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Schémas des réseaux et plan des égouts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le plan de ses réseaux d'eau, à jour. Le plan de l'exploitant permet d'identifier les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées. On y voit clairement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un point de rejet des eaux usées</li> <li>• Un point de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sur le parking, muni d'un séparateur hydrocarbure</li> <li>• Un point de rejet des eaux pluviales non susceptibles d'être pollué, sur le bâtiment.</li> </ul> <p><b>L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur cette prescription.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 4 : Rejets aqueux - Surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 9.2.1.1. Rejets au réseau communal des eaux usées Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 4.6.1.1., 4.6.1.2., 4.6.1.4. du présent arrêté doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées à l'annexe I.a de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée des installations et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les polluants qui ne sont pas ou plus susceptibles d'être émis, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits. Les résultats sont consignés dans le dossier «installations classées» prévu au chapitre 1.6. du présent arrêté.  Article 9.2.1.2. Rejets au réseau communal des eaux pluviales Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 4.6.1.1. et 4.6.1.3. du présent arrêté doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées à l'annexe I.a de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il fait réaliser ses analyses de rejets aqueux par l'entreprise Eurofins.  Les eaux usées ont été analysées le 30/11/2023 puis le 21/10/2024. La prochaine analyse est prévue en septembre 2025. Les eaux usées sont donc bien analysées tous les ans.  Les eaux pluviales ont été analysées le 02/10/2020 puis le 30/11/2023. La prochaine analyse est prévue en septembre 2026. Les eaux pluviales sont donc bien analysées tous les trois ans.  <b>L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur ces prescriptions.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : NC1 VI 06072020 Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant produira, sous un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique ayant pour objectif d'examiner les différentes techniques visant à supprimer ou, si cela ne s'avère pas possible, à réduire les émissions de zinc et des composés de zinc dans les eaux résiduaires et de proposer des solutions de réduction ou de suppression de ces substances, argumentées techniquement et économiquement au regard des solutions réalistes retenues. Un délai supplémentaire n'excédant pas 6 mois est accordé à l'exploitant pour la réalisation des travaux résultant de l'étude technico-économique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constats formulés lors de la visite du 17/03/2022 :</u></b></p> <p>L'exploitant n'a pas produit une étude technico-économique ayant pour objectif d'examiner les différentes techniques visant à supprimer ou, si cela ne s'avère pas possible, à réduire les émissions de zinc et des composés de zinc dans les eaux résiduaires et de proposer des solutions de réduction ou de suppression de ces substances, argumentées techniquement et économiquement au regard des solutions réalistes retenues.</p> <p><b><u>Constats formulés lors de la visite du 14/02/2023 :</u></b></p> <p>L'exploitant a répondu que l'activité zinc réalisée à travers l'équipement de trobofinition et qui présente un rejet d'eaux industrielles chargées en zinc est en forte chute depuis plusieurs années et tenterait même à disparaître. Ainsi, l'activité entraînant une éventuelle présence de zinc dans les rejets aqueux n'est plus représentative de la situation identifiée lors du dépôt du dossier de demande d'autorisation. En effet, sur l'année 2012, les rejets de zinc étaient compris entre 15.40 et 16.18 mg/L entraînant la demande de réalisation de l'étude technico-économique. Depuis 4 ans, les rejets de Zinc sont compris entre 0.2 et 0.46 mg/l, soit en dessous de la VLE figurant dans l'AP, à savoir 2 mg/L.</p> <p>Aussi, du fait du respect des VLE depuis 4 ans et du fait de la forte diminution de l'activité Zamak, l'exploitant demande la suppression de l'article 4.6.3.1 de son arrêté préfectoral. Il a déposé en ce sens un porter à connaissance auprès de la préfecture d'Indre-et-Loire. Celui-ci est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.</p> <p><b><u>Constats formulés lors de la visite du 04/02/2025 :</u></b></p> <p>L'exploitant a répondu que l'activité zinc a continué à chuter, elle représente désormais environ 1% de l'activité totale, et tend à disparaître. Les rejets en zinc continue d'être analysés et se situent toujours en dessous de la VLE figurant dans l'AP, à savoir 2mg/L.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Rejets aqueux - Valeurs Limites d'Emission**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet si besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.</p> <p>Article 4.7.1.1. Dans tous les cas :</p>

- pH : 5,5 - 8,5 ;
- température : < 30° C ;
- indice phénols (NFT 90-109) : 0,3 mg/l.

Article 4.7.1.2. Dans le cas des rejets dans le réseau d'assainissement collectif :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO5 : 800 mg/l.

Article 4.7.1.3. Dans le cas des rejets dans le réseau collectif des eaux pluviales :

- matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l.

Article 4.7.1.4. Polluants spécifiques :

- fer, aluminium et composés(en Fe+Al) : 5 mg/l ;
- zinc et composés (en Zn) : 2 mg/l ;
- métaux totaux (NFT 90-112) : 15 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l.

#### Constats :

Les dernières analyses d'eaux usées ont été réalisées le 30/11/2023 et le 21/10/2024. L'ensemble des paramètres des points 4.7.1.1, 4.7.1.2 et 4.7.1.4 ont été contrôlés et les résultats sont en dessous de leurs valeurs limites d'émissions.

Les dernières analyses d'eaux pluviales ont été réalisées le 30/11/2023. L'ensemble des paramètres des points 4.7.1.1, 4.7.1.3 et 4.7.1.4 ont été contrôlés et les résultats sont en dessous de leurs valeurs limites d'émissions.

Néanmoins, une seule analyse a été effectuée pour les deux points de rejet des eaux pluviales. L'inspection des installations classées a précisé à l'exploitant que chaque point de rejet devrait normalement faire l'objet d'une analyse distincte, soit deux analyses séparées. Par conséquent, les prochaines analyses devront inclure les deux points de rejet.

**L'exploitant n'a pas pu démontrer que les valeurs limites des deux points de rejet des eaux résiduaires étaient respectées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 7 : Déclaration d'autosurveillance GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déclaration d'autosurveillance GIDAF

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constats formulés lors de la visite du 17/03/2022 :</u></b></p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir de code de connexion gidaf.</p> <p>Les résultats de la surveillance des eaux industrielles et des eaux pluviales ne sont pas transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p><b><u>Constats formulés lors de la visite du 04/02/2025 :</u></b></p> <p>L'exploitant indique n'avoir toujours pas de code de connexion GIDAF.</p> <p>L'inspection des installations classées a reconfiguré l'accès à GIDAF via GUN pour permettre à l'exploitant de se connecter à GIDAF.</p> <p><b>L'écart précédemment identifié est reconduit : les résultats de la surveillance des eaux industrielles et des eaux pluviales ne sont pas transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 8 : Entretien et surveillance réseau de collecte effluents liquides**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est munie d'un séparateur hydrocarbure situé sur le parking de l'établissement, au</p>

niveau du réseau des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. L'entretien de ce séparateur est effectué tous les ans par la société PROTEC.

Les deux derniers entretiens ont été effectués le 04/07/2023 puis le 14/10/2024.

**L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur ces prescriptions.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 :** NC2 VI 06072020 Risque incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

**Constats formulés lors de la visite du 17/03/2022 :**

La vérification des installations électriques a été réalisée le 20/12/2021 par Dekra. Cependant, ce contrôle relève de nombreuses non-conformités qui n'ont pas été levées. Il en est de même pour le précédent contrôle réalisé le 25/11/2020 par Dekra, pour lequel il reste encore des non-conformités non levées.

**Constats formulés lors de la visite du 14/02/2023 :**

Le contrôle des installations électriques a été réalisé par DEKRA le 19/01/2023. Le rapport Q18 mentionne que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Le rapport mentionne toutefois 13 non-conformités. L'exploitant a mis en œuvre un plan d'actions pour lever ces non-conformités qui a été présenté à l'inspection, 4 non-conformités ont déjà été levées, il en reste 9.

**Constats formulés lors de la visite du 04/02/2025 :**

Dans son courriel du 20/07/2023, l'exploitant précise que le dernier rapport Q18 ne mentionne aucun risque d'explosion ni incendie suite aux remises en conformité par l'exploitant. L'exploitant précise qu'un plan d'action est établi et mis à jour après chaque contrôle Q18.

Le contrôle des installations électriques a été réalisé par DEKRA le 21/11/2024.

Le rapport Q18 mentionne que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie

et d'explosion. Le rapport ne mentionne plus que 9 non-conformités, dont 3 qui vont faire l'objet de travaux ces prochaines semaines.

Cependant, les 6 non conformités restantes ne peuvent pour l'instant pas faire l'objet d'un plan d'action : les fabricants de certaines pièces détachées n'existant plus, ou alors nécessiterait de changer l'ensemble des armoires électriques alors que cette non-conformité ne présente pas de risques d'incendie ou d'explosion.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 :** NC11 VI 06072020 Eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

**Prescription contrôlée :**

a) Les installations soumises à autorisation répondant aux caractéristiques précisées dans le tableau ci-après :

[ ...] 2552 Fonderie de métaux et alliages non ferreux 2 t/ j

doivent respecter les dispositions suivantes, à moins que le préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance : 1° Deux puits, au moins, sont implantés en aval du site de l'installation ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique ; 2° Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée au point 1 ci-dessus ; 3° L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises en envisagées. b) Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.

**Constats :**

**Constats formulés lors de la visite du 17/03/2022 :**

L'exploitant n'a pas mis en œuvre une surveillance des eaux souterraines et aucune étude hydrogéologique n'a été réalisée.

**Constats formulés lors de la visite du 14/02/2023 :**

Une étude historique et documentaire, et étude de vulnérabilité des milieux a été réalisée par la société Envisol, dont le rapport (Réf.: A2205-547\_R\_SL\_1a Date: 01.08.2022) a été transmis à l'inspection. Cette étude conclut qu'au regard de la nature géologique des sols de surface (sables alluvionnaires : milieu très perméable facilitant l'infiltration de substances dans le sol), du caractère libre de la nappe alluviale et de la présence potentielle d'un usage sensible en limite aval de MECASTING (puits à moins de 100 m au nord à usage d'eau domestique ou d'irrigation d'une serre horticole), les eaux souterraines sont considérées comme vulnérables à une potentielle pollution survenant au droit du site.

De plus, plusieurs zones potentiellement de pollution ont été mises en évidence. Ainsi, l'étude recommande de caractériser le milieu sol afin de vérifier l'absence d'impact des activités de MECAS-TING sur ce milieu. Il est proposé la réalisation de 8 sondages de sol jusqu'à 2 à 3 m de profondeur avec la réalisation d'un programme analytique adapté aux familles de substances utilisées sur site. En fonction des résultats sur les sols (impact identifié jusqu'au toit de la nappe ? présence significative de composés volatils ? ...), des investigations supplémentaires pourront s'avérer nécessaire. L'exploitant n'a pas mis en œuvre les recommandations issues de l'étude réalisée par Envisol. Il a indiqué être en cours de recherche d'un prestataire pour réaliser ces investigations complémentaires

**Constats formulés lors de la visite du 04/02/2025 :**

Dans son courriel du 20/07/2023, l'exploitant indique prévoir de réaliser 8 sondages pour confirmer ou infirmer l'installation de piézomètre au 2ème semestre 2023.

Lors de la visite sur site du 04/02/2025, l'exploitant informe l'inspection des installations classées que les sondages n'ont pas été faits suite aux difficultés économiques de l'installation. Un devis avait été réalisé estimant le montant des travaux à 15 000€.

**L'écart précédemment identifié est reconduit : l'exploitant n'a pas mis en place une surveillance des eaux souterraines**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, VALEURS-LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

**Prescription contrôlée :**

1) Poussières Les effluents gazeux ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies à l'article 9.2.2. du présent arrêté.

[...]

2) Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes : - zinc : 5 mg/Nm<sup>3</sup>.

3) Oxydes d'azote Les effluents gazeux ne doivent pas contenir plus de 500 mg/Nm<sup>3</sup> d'oxydes d'azote, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies à l'article 9.2.2. du présent arrêté.

**Constats :****Constats formulés lors de la visite du 14/02/2023 :**

Les résultats des rejets atmosphériques au niveau des fours de fusion sont les suivants :

- Rapport APAVE pour une intervention le 27/09/2021 : respect des VLE, mesures réalisées uniquement au niveau du four de fusion de Zamak
- Rapport Apave du 10/02/2023, suite à une intervention du 25/01/2023 : respect des VLE - mesures réalisées uniquement au niveau du four de fusion de Zamak.

Les analyses ne sont pas réalisées sur les 2 fours de fusion aluminium. Le dernier contrôle de mesure des installations de grenailage réalisé le 27/09/2021 par Apave ne met pas en évidence de dépassement des VLE.

**Constats formulés lors de la visite du 04/02/2025 :**

Dans son courriel du 20/07/2023, l'exploitant indique que les rejets atmosphériques des fours de fusion ne se font qu'en un seul point au dessus des deux fours, et que les résultats sont conformes. Il indique également qu'il n'y a pas de rejet extérieur du four de fusion zamak.

Lors de la visite sur site du 04/02/2025, l'exploitant a bien confirmé qu'il n'y a que deux points de rejets atmosphériques :

- Un point de rejet pour l'installation de grenailage
- Un point de rejet pour les 2 fours de fusion aluminium

Les fours de fusion zamak n'ont pas de rejets canalisés.

Tous les paramètres du point 3.2.2 ont été vérifiés et les résultats sont conformes, restant en dessous des seuils d'émission autorisés.

**L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur les paramètres analysés. En revanche, il apparaît que l'arrêté préfectoral est incomplet sur le descriptif des points de rejets canalisés sur lesquels sont réalisées les mesures et ne permet donc pas de refléter la réalité des installations sur le terrain. Au titre de l'article 1.5.1 du présent arrêté, l'exploitant doit informer par courrier M. Préfet de la mise à jour nécessaire de ces prescriptions en transmettant un descriptif à jour de ces conduits d'évacuation.**



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquence de surveillance
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières, du zinc (la mesure ne concerne que la fusion de zamak) et des oxydes d'azote provenant de l'installation de fonderie des métaux doit être effectuée au moins tous les ans.</p> <p>En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure de la concentration des poussières provenant des installations de grenailage des métaux doit être effectuée au moins tous les trois ans. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées à l'annexe I.a de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constats formulés lors de la visite du 14/02/2023 :</u></b></p> <p>Le contrôle des installations de grenailage est réalisé tous les 3 ans.</p> <p>Le contrôle des rejets atmosphériques au niveau du four de fusion Zamak est réalisé tous les ans.</p> <p>Le contrôle des rejets atmosphériques au niveau des 2 fours de fusion aluminium n'est pas réalisé.</p> <p><b><u>Constats formulés lors de la visite du 04/02/2025 :</u></b></p> <p>Le contrôle des installations de grenailage est réalisé tous les 3 ans (derniers contrôles le 27/09/2021 et le 10/09/2024).</p> <p>Le contrôle des rejets atmosphériques au niveau du point de rejet des 2 fours de fusion aluminium est réalisé tous les ans (derniers contrôles le 31/12/2022, le 20/10/2023 et le 10/09/2024).</p> <p><b>L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart en ce qui concerne la fréquence de contrôle des rejets. Toutefois, il apparait que l'arrêté préfectoral est erroné dans sa description du point de rejet au niveau du four zamak. Une demande est ainsi formulée à l'exploitant pour mise à jour des prescriptions correspondantes.</b></p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Le descriptif des points de rejets nécessite d'être actualisé afin de prendre en compte la réalité des installations sur le terrain. Au titre de l'article 1.5.1 du présent arrêté, l'exploitant doit informer par courrier M. Préfet de la mise à jour nécessaire de ces prescriptions en transmettant un descriptif à jour de ces conduits d'évacuation. Les éléments seront pris en compte par l'inspection des installations classées à l'occasion d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>